



**EXTRAIT du procès-verbal
des délibérations du Conseil Municipal**

SÉANCE du MARDI 24 MAI 2022

Sous la présidence de M BADER Camille, Maire

Date de convocation : 18.05.2022

Le MARDI 24 MAI 2022 à 19h00, en application des arts L.2121-7 et L.2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni pour la tenue d'une séance ordinaire, le Conseil Municipal d'Eckwersheim.

Membres présents :

Mrs/Mmes : BADER Camille Maire, BILGER Lily 1^{ère} adjointe, BORNERT Julien 2^{ème} adjoint, MOURER Isabelle 3^{ème} adjointe, STRUB Alexandre 4^{ème} adjoint, BAUER Fabien, BILGER Thomas, DECHAUX Nicolas, KLEIN Monique, KLEIN Olivier, MARTINI Camille, STREISSEL Marie-Jeanne, OSTWALT Pascal, LOEHR Nathalie, SPANO Georges.

Membres absent excusé : //

Secrétaire de séance : Julien BORNERT

2022.20 - ACTES : convention de mise en place de la dématérialisation pour la transmission des actes administratifs soumis au contrôle de légalité.

M le Maire expose que le projet « Ab-Dématérialisation des Actes Budgétaires » initié par la Direction Générale des Collectivités Locales, a pour objectif de faciliter l'élaboration, la transmission et le contrôle des documents budgétaires. Il permet la dématérialisation de l'ensemble de la chaîne budgétaire locale. Il précise que le système d'information ACTES permet également la transmission au représentant de l'Etat par voie électronique des extraits du registre des délibérations du conseil municipal, les actes à caractère réglementaires pris par la collectivité dans les domaines qui relèvent de sa compétence en application de la loi ainsi que les actes relatifs à la fonction publique territoriale.

Vu la Constitution du 4 octobre 1958 et notamment son article 72 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2016-146 du 11 février 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;

Vu l'arrêté du 23 mai 2017 portant approbation du nouveau cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et modifiant la procédure d'homologation ;

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'adhérer à la procédure de dématérialisation des actes administratifs et budgétaires.
- **AUTORISE** M le Maire à signer électroniquement les actes télétransmis.
- **CHARGE** M le Maire à choisir un opérateur de transmission homologué par le Ministère de l'Intérieur.
- **DONNE** son accord pour que M le maire signe la convention de mise en œuvre de la télétransmission avec le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits

Pour extrait conforme

Le Maire, Camille BADER

